

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral complémentaire imposant à la  
société VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE (VRVH)  
des prescriptions complémentaires suite à la demande d'une journée d'ouverture  
supplémentaire pour son site de SECLIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021 relatif à la poursuite d'exploitation par la société TRP de ses installations situées ZAC de l'Épinette – rue de la sucrerie à SECLIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2024 imposant des prescriptions complémentaires à la société VEOLIA recyclage valorisation Hauts-de-France recyclage pour la poursuite d'exploitation de ses installations situées ZAC de l'Épinette à SECLIN ;

Vu la demande d'autorisation de changement d'exploitant en date du 17 octobre 2022 présentée par la société VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE (VRVH) pour l'établissement de SECLIN, ZAC de l'Épinette, rue de la Sucrerie, en lieu et place de la société TRP ;

Vu la demande présentée le 23 octobre 2025 par la société VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE (VRVH), dont le siège social est situé 115, rue Chanzy, 59260 LEZENNES, en vue de porter à connaissance la modification des jours d'ouverture de son site situé ZAC de l'Épinette, rue de la Sucrerie, 59113 SECLIN ;

Vu le dossier à l'appui de cette demande ;

Vu le changement d'exploitant acté par arrêté préfectoral du 29 janvier 2024 TRP devient VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE (VRVH) ;

Vu le rapport du 26 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 5 décembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. la modification sollicitée dans la demande de l'exploitant n'est pas de nature à nécessiter une nouvelle autorisation car elle n'est pas caractérisée comme substantielle ;
2. la modification sollicitée dans la demande de l'exploitant nécessite d'être encadrée par arrêté préfectoral complémentaire ;
3. Il convient de modifier les prescriptions du chapitre 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société VEOLIA RECYCLAGE VALORISATION HAUTS DE FRANCE (VRVH), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 115, rue Chanzy, 59260 LEZENNES, est tenue, pour la poursuite d'exploitation de son installation établie ZAC de l'Epinette, rue de la Sucrierie à 59113 SECLIN, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 – Actes administratifs antérieurs

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2021 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 janvier 2024 susvisés demeurent applicables à l'établissement VEOLIA.

### Article 3 – Modifications

#### 3.1 Horaires de fonctionnement

Le chapitre 3.1 de l'arrêté du 23 avril 2021 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« L'exploitation du centre de tri est possible du lundi au samedi (hors dimanche et jours fériés), 24h/24.

Aucune activité de broyage n'est réalisée la nuit.

Les réceptions des déchets sont possibles du lundi au samedi de 6h à 22h, le dimanche de 7h à 14h (hors jours fériés des 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai, 25 décembre)

Les évacuations sont possibles du lundi au vendredi de 6h à 16h45 et le samedi de 6h à 14h. Ces horaires de fonctionnement sont rendus possibles sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté relatives notamment aux volumes maximum de déchets admissibles sur le site et aux niveaux sonores et émergences maximum respectivement en limite de propriété et en zone à émergence réglementée. »

#### Article 4–Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SECLIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 15 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

